

Brochure n° 3107

Accords collectifs nationaux
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
(7^e édition. – Juillet 2003)

AVENANT N° 35 DU 16 DÉCEMBRE 2004
RELATIF À LA NOTION DE PACS
NOR : ASET0550669M

Entre :

La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) ;

La fédération française du bâtiment (FFB) ;

La fédération française des installateurs électriciens (FFIE) ;

La fédération nationale des travaux publics (FNTP) ;

La fédération nationale des sociétés coopératives de production du bâtiment et des travaux publics et des activités annexes et connexes (FNSCOP),

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La fédération nationale des salariés de la construction CGT ;

La fédération générale Force ouvrière du bâtiment et des travaux publics et ses activités annexes CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le *a* « Notion de conjoint du participant » de l'article 8 de la section 2 « Dispositions générales relatives aux garanties » du titre I^{er} « Régime de base obligatoire, régime national de prévoyance des ouvriers » figurant en

1^{re} partie « Règlement des régimes de prévoyance » de l'annexe III de l'accord collectif national du 31 juillet 1968 instituant le régime national de prévoyance des ouvriers du bâtiment et des travaux publics est remplacé par l'article suivant :

Article 8

a) Notion de conjoint du participant

A la date du décès du participant, est considéré comme conjoint la personne ayant un lien matrimonial en cours avec celui-ci.

La personne liée au participant par un pacte civil de solidarité (PACS) est assimilée au conjoint :

- si les 2 personnes liées par le PACS ont un ou plusieurs enfants en commun (enfants nés de leur union ou adoptés) ;
- ou si le PACS est conclu depuis au moins 2 ans.

Le concubin est assimilé au conjoint :

- si le concubinage est notoire et constant, il a duré au moins 5 ans sans lien matrimonial ou de PACS de part et d'autre, et il est justifié d'un domicile commun durant cette période ;
- si le concubin ne bénéficie pas d'avantages de même nature de la part d'un régime de retraite ou de prévoyance au titre d'une autre personne que le participant.

Le reste de l'article 8 est inchangé.

Article 2

L'article 21 « Indemnité de départ à la retraite » de la section 3 « Dispositions spécifiques aux garanties » du titre 1^{er} « Régime de base obligatoire, régime national de prévoyance des ouvriers » figurant en 1^{re} partie « Règlement des régimes de prévoyance » de l'annexe III à l'accord collectif national du 31 juillet 1968 instituant le régime national de prévoyance des ouvriers du bâtiment et des travaux publics est remplacé par le paragraphe suivant :

Article 21

Indemnité de départ à la retraite

21.1. Conditions de droits à la prestation

Peuvent bénéficier d'une indemnité de départ en retraite les participants au régime qui terminent leur carrière :

- comme salariés dans une entreprise adhérente ;
- ou en maladie ou en invalidité faisant immédiatement suite à une période d'emploi dans une entreprise adhérente ;
- ou indemnisés au titre du régime d'assurance chômage faisant immédiatement suite à une période d'emploi dans une entreprise adhérente ;
- ou indemnisés au titre du régime de préretraite AS-FNE faisant immédiatement suite à une période d'emploi dans une entreprises adhérente.

Dans ces deux derniers cas, la durée d'affiliation prise en compte pour le calcul de l'indemnité est arrêtée à la date de rupture du dernier contrat de travail.

21.2. Indemnités de base

Le participant qui satisfait aux conditions définies en 21.1 ci-dessus a droit à une indemnité de base dont le montant est déterminé en fonction de sa durée d'affiliation au régime national de prévoyance des ouvriers de BTP-Prévoyance, selon le barème suivant :

- 300 SR pour une durée continue de 10 années d'affiliation précédant immédiatement la cessation d'activité ;
- 700 SR pour une durée totale d'affiliation comprise entre 20 et 25 ans, dont au moins une période d'activité après 50 ans ;
- 1 050 SR pour une durée totale d'affiliation comprise entre 25 et 30 ans, dont au moins une période d'activité après 50 ans ;
- 1 400 SR pour une durée totale d'affiliation comprise entre 30 ans et plus, dont au moins une période d'activité après 50 ans.

En cas d'activité à temps partiel, le montant de l'indemnité est calculé au prorata du temps de travail.

Cette indemnité se substitue aux indemnités de départ à la retraite dues par les entreprises adhérentes – que ce soit en cas de départ volontaire à la retraite du salarié ou en cas de mise à la retraite par l'employeur – en application des dispositions légales et des accords interprofessionnels étendus en vigueur au 1^{er} juillet 2004. Elle ne pourra, en conséquence, leur être inférieure.

21.3. Indemnités complémentaires pour la mise à la retraite

Les participants dont la pension ARRCO a une date d'effet égale ou postérieure au jour de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension de l'accord du 13 avril 2004 sur le départ à la retraite dans le BTP bénéficient, en sus de l'indemnité de base définie à l'article 21.2, d'une indemnité complémentaire lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- le départ résulte d'une mise à la retraite à l'initiative de l'employeur ;
- à la date de départ, le salarié peut bénéficier d'une pension de retraite à taux plein au sens du code de la sécurité sociale ;
- la mise à la retraite intervient avant que le salarié ait atteint 65 ans ;
- l'ancienneté du participant dans l'entreprise est au moins égale à 2 ans.

L'indemnité complémentaire est calculée à raison de 0,7/10 de mois par année d'ancienneté dans l'entreprise.

L'ancienneté (exprimée en mois de salaire) et l'assiette de calcul sont celles retenues pour le calcul de l'indemnité de licenciement en application des dispositions conventionnelles en vigueur au 1^{er} juillet 2004.

En complément, lorsqu'il existe un comité de groupe, l'ancienneté s'apprécie dans le groupe : l'indemnité complémentaire versée par BTP-Prévoyance tient ainsi compte des périodes durant lesquelles le participant relevait, dans d'autres entreprises du groupe, du régime national de prévoyance des ouvriers de BTP-Prévoyance.

21.4. Indemnité due au participant

Le montant effectivement versé est égal au cumul de l'indemnité définie au 21.2 et au 21.3 ci-dessus. Il est toutefois fait déduction du montant de l'indemnité légale ou conventionnelle de licenciement perçue par le salarié à l'issue de sa dernière période d'emploi lorsque le participant a ensuite :

- été indemnisé au titre du régime d'assurance chômage ;
- ou été indemnisé au titre du régime de préretraite AS-FNE ;
- ou été immédiatement bénéficiaire d'une pension de retraite auprès de sa caisse de sécurité sociale.

21.5. Financement et versement

L'indemnité de départ ou de mise à la retraite est financée par une cotisation à la charge exclusive de l'employeur. Elle sera versée au moment de la liquidation des droits à la retraite par BTP-Prévoyance, qui se substitue à l'employeur dans ses obligations visées par le présent règlement.

Article 3

Le dernier paragraphe de l'article 22.2 *d* de la section 4 « Dispositions financières » du titre I^{er} « Régime de base obligatoire, régime national de prévoyance des ouvriers » figurant en 1^{re} partie « Règlement des régimes de prévoyance » de l'annexe III à l'accord collectif national du 31 juillet 1968 instituant le régime national de prévoyance des ouvriers du bâtiment et des travaux publics est remplacé par le paragraphe suivant :

« Pour ce qui concerne l'indemnité de départ à la retraite visée à l'article 21 de la section 3 du titre I^{er} du présent règlement, le taux de prélèvement sur les cotisations est fixé dans la limite de 5 %. »

Le reste de l'article est inchangé.

Article 4

Les dispositions du présent avenant prendront effet à la date de sa signature.

Article 5

Le texte du présent avenant sera déposé en nombre d'exemplaires suffisant à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris, conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent avenant auprès du ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité.

Fait à Paris, le 16 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)